

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le socialisme c'est la démocratie plus la démocratie

Socialisme, individualité et solidarité

- Histoire et théorie -

Date de mise en ligne : jeudi 31 janvier 2008

Démocratie & Socialisme

L'offensive néolibérale lancée dès le début des années 80 s'est réclamée de l'individualisme. Rien n'est plus mensonger que cette prétention. Le libéralisme ne répond pas aux besoins de tous, il prend en compte les intérêts d'une élite. Il n'est pas universaliste, il est particulariste. Il ne défend pas l'égalité des droits, il défend l'égalité des chances, donc l'inégalité des résultats. Il ne défend pas le libre choix pour tous, il défend les privilèges de quelques uns et fait obstacle aux droits universels.

Le libéralisme est élitiste. L'élitisme est le fonds de commerce de la droite. Elle le défend de façon unanime, puisque la droite a des dirigeants de droite, ce qui lui donne une certaine cohérence.

Au contraire les valeurs de la gauche sont celles de la démocratie, qui ne se réduit pas à l'établissement d'un cadre institutionnel commun. La démocratie est l'établissement de relations sociales qui attribuent les mêmes droits à tous les individus. La démocratie est individualiste et solidaire en même temps.

Malheureusement, les dirigeants de la gauche ne sont pas tous aussi cohérents que ceux de la droite. Trop d'entre eux ont oublié les motivations qui étaient les leurs quand ils étaient en bas de l'échelle sociale. Dans la société très inégalitaire qu'est le capitalisme, il est plus confortable d'être en haut qu'en bas. " J'ai 50 ans, 30 années de combat pour des idées, sans trop de résultat ; j'aspire à être récompensé de ces efforts, avant de devoir céder la place " disait un dirigeant de la gauche. La tentation de céder à cette pression est d'autant plus forte que les convictions se sont émoussées pour ceux qui, en 1983, ont accepté d'abandonner leurs croyances dans les mesures keynésiennes qui avaient assuré la croissance des 30 glorieuses, pour adopter le tournant de la rigueur inspiré du néolibéralisme. Les défaites intellectuelles, pas davantage que les autres, ne sont porteuses ni de perspicacité ni de combativité.

En accédant à un strapontin parmi " l'élite ", certains délaissent la défense des droits universels des individus et se satisfont de leur réussite personnelle. Et certains cautionnent ce tour de passe-passe : la gauche doit " déculpabiliser le droit à la réussite personnelle " a dit Ségolène Royal le 19 janvier à la Maison de la Chimie. Proclamer le droit de chacun à s'épanouir dans ses activités sociales ne culpabilise personne, mais quels sont ceux qu'il faudrait alors déculpabiliser, sinon ceux dont la " réussite " s'est construite aux dépens de celle des autres. Vouloir les déculpabiliser, c'est promouvoir le développement inégal. C'est choisir le libéralisme contre la démocratie.

Le socialisme c'est la démocratie plus la démocratie

La démocratie en son contenu, c'est-à-dire l'attribution à tous de droits égaux, pour éliminer toutes les formes de domination et tisser des relations d'égalité.

Et la démocratie en sa forme, c'est-à-dire les modalités de décision, pour reconnaître ces droits universels et les faire respecter.

Faire respecter la démocratie dans la forme c'est reprendre une idée fondatrice de la Révolution française : le vote par tête et non le vote par ordre, qui a permis au tiers-état, plus nombreux, de l'emporter sur les deux ordres de la noblesse et du clergé. Le vote par ordre l'aurait rendu minoritaire à un contre deux.

Ainsi, le droit de vote doit être individuel et égalitaire, " un individu, une voix " : c'est le principe du suffrage universel direct. De même, tous les droits doivent être individuels et attribués également à tous. Et non inégalement, à certains seulement ou par communauté. C'est le principe de l'universalité et de l'égalité des droits individuels.

Le suffrage universel direct s'oppose au suffrage pondéré (proportionnel à la richesse possédée) que pratique le libéralisme dans les sociétés par actions. Le libéralisme n'attribue pas le pouvoir et les droits aux humains, aux êtres, mais aux choses possédées, à l'avoir. La démocratie s'attache à l'existence individuelle, le libéralisme à la possession individuelle.

L'individualisme de la démocratie maximise les droits universels (attribués à tous) : il vise à en établir de nouveaux, autant que le permet le développement technologique et démographique de la société. Il permet à chacun de construire sa vie en fonction des possibilités qu'offrent et offriront notre environnement et les progrès technologiques les plus favorables à son économie et à son renouvellement, pour que soient aussi respectés les droits des générations futures. C'est un individualisme pour tous.

Au contraire, l'élitisme du libéralisme maximise l'intérêt de quelques-uns contre l'intérêt de tous les autres : il privilégie une oligarchie. Cet " individualisme " élitiste devient caricatural quand, dans une sorte de nouveau féodalisme, l'oligarchie se réduit à une monarchie ou à une hiérarchie de monarques ayant chacun son fief : la monarchie de droit divin a disparu, mais le bonapartisme lui a succédé dans la quasi totalité des républiques, qui ressemblent plus à des monarchies qu'à des démocraties.

L'individualisme de la démocratie s'oppose aussi au communautarisme qui attribue des droits spécifiques, différents, par nationalité ou communauté, favorisant ainsi une préférence nationale ou communautaire. Et il s'oppose, a fortiori, à la toute puissance d'un appareil, comme celui qui existait dans les Etats et les régimes totalitaires (stalinisme et fascisme).

L'élitisme du libéralisme prétend rechercher un mythique " intérêt général " qui serait la résultante d'intérêts individuels pourtant incompatibles et dont l'affrontement est ramené par les libéraux, notamment les utilitaristes, à un calcul de maximisation de la somme des intérêts d'individus abstraits (l'homo oeconomicus), agissant rationnellement selon la formule illusoire " gagnant-gagnant ".

Les sociétés humaines ne sont pas construites sur un " contrat social " égalitaire (autre illusion véhiculée par le libéralisme). C'est pourquoi, par le jeu des rapports de forces, l'affrontement des intérêts individuels débouche généralement sur un partage inégal. La formule réelle du libéralisme est " gagnant-perdant ".

Par exemple, en moyenne, sur l'ensemble de la production, le marché fixe les prix des marchandises à leur valeur en temps de travail. Ni le vendeur ni l'acheteur ne devraient être lésés : à chacun selon son travail... Mais la réalité n'est pas une moyenne. Le contrat réel passé entre vendeur et acheteur est généralement léonin : ce n'est ni le maraîcher ni le client qui décident des prix d'achat et de vente des salades pratiqués par l'hypermarché. Et ce sont eux qui sont lésés.

Le libéralisme cultive l'individualisme de celui qui se taille la part du lion. Il promet la libération des individus, il sert en réalité à soumettre les plus faibles. Il prétend libérer les individus en levant toute une série d'interdictions.

En réalité, les possibilités " offertes " pour travailler plus et pour travailler le dimanche ou le projet de faire sauter les limitations horaires et les protections ne sont pas des libertés gagnées ou à gagner, mais des soumissions supplémentaires.

Le fait d'obtenir éventuellement le consentement des intéressés ne change rien : seuls les plus forts ont le pouvoir de dire " non ", quand les plus faibles ou plus pauvres ne pourront que consentir. Prétendre que le consentement, inhérent au contrat, est l'expression de la liberté individuelle, revient à définir la liberté comme l'absence d'intervention extérieure qui pourrait venir s'opposer à ce consentement. Prétendre que ce consentement dispense

de faire intervenir la loi démocratique, consiste à justifier une domination, donc à écraser un droit (Philip Pettit, "Républicanisme", éd. Gallimard).

Le débat sur "socialisme et individu", tel qu'il s'est engagé dans le PS, est étrange. Il se limite, pour l'essentiel, aux questions "sociétales" et évite de prendre à bras le corps les trois principaux problèmes posés, aujourd'hui, à tout projet d'épanouissement des individus : celui des individus au travail ; celui des individus consommateurs ; celui des individus citoyens.

Atomisation des travailleurs contre autonomie des salariés

Au début des années 1980, le discours dominant, inspiré par un déterminisme technologique, considérait que les nouvelles technologies ne pouvaient qu'être génératrices de liberté. L'entreprise "taylorienne", celle du travail à la chaîne, du travail parcellaire et répétitif, des cadences infernales avait donc vécu. "La société de l'information" allait rendre caducs les rapports de forces et l'exploitation qui avait pu régner dans les entreprises. Les nouvelles technologies de l'information allaient libérer les salariés des tâches routinières et leur permettraient, enfin, de conquérir leur autonomie.

La réalité des années 2000 est bien différente. Le travail à la chaîne n'a pas diminué depuis vingt ans. Au contraire il a augmenté dans l'agro-alimentaire et pour le travail féminin. Bien souvent, c'est le règne du "taylorisme" assisté par ordinateur.

L'émergence de collectifs de travail stables durant les "trente glorieuses" (1945-1975) avait favorisé l'implantation des syndicats et fait baisser dangereusement (aux yeux des capitalistes) le taux de profit. Les organisations par projets imposent aux salariés une mobilité extrême qui empêche la stabilisation de tout collectif de travail. La précarisation de l'emploi se généralise et contribue à affaiblir encore ces collectifs. L'individualisation des salaires, les primes "au mérite" ont pour but de briser les collectifs de travail, de dissoudre tout repère collectif. De faire en sorte que face au patron, il n'y ait que des salariés atomisés.

La déréglementation financière

Les nouvelles technologies de l'information ont permis la communication en temps réel de tous les opérateurs financiers de la planète. Cette façon d'utiliser les technologies de la communication n'était pas obligée. Elle est le résultat d'une décision politique, celle de déréglementer les mouvements de capitaux, de supprimer tous les obstacles juridiques et institutionnels à leur libre circulation. C'est ce qui a été impulsé au début des années 80 aux USA et en Grande Bretagne par Ronald Reagan et Margaret Thatcher. C'est ce qui a été accompli en France à la fin des années 80.

L'alliance de l'informatique et de la déréglementation a donné une poussée fantastique à la mobilité du capital. Aussi, aujourd'hui, est-il possible à l'ensemble des opérateurs financiers dans le monde de comparer presque quotidiennement la rentabilité des grandes entreprises. Si l'écart entre la rentabilité d'une entreprise et les entreprises les plus performantes est trop important, les opérateurs financiers (le plus souvent les fonds de pension) peuvent décider de sanctionner cet écart. Ils vendent alors les actions de cette entreprise qu'ils détiennent dans leur portefeuille. Les actions sont rachetées à bas prix et l'entreprise est livrée aux cabinets de conseil spécialisés dans les "fusions-acquisitions" qui décident de garder uniquement les secteurs dont la rentabilité pourra s'aligner sur

celle des entreprises les plus performantes et de liquider les autres en licenciant massivement les salariés qui y étaient employés.

Les grandes entreprises répercutent en cascade la pression des marchés financiers sur leurs sous-traitants

Pour atteindre leurs objectifs financiers, les grandes entreprises répercutent leurs contraintes de qualité, de flexibilité, de délais et de productivité sur leurs sous-traitants qui, eux-mêmes, à leur tour les répercutent sur leurs propres fournisseurs. De proche en proche, c'est ainsi toute l'économie qui est soumise à la pression des marchés financiers.

Seules les entreprises publiques peuvent échapper (en partie du moins) à cette pression des marchés financiers. C'est bien évidemment l'un des éléments qui explique la hargne du patronat et des opérateurs financiers à leur faire rejoindre le lot commun.

L'intensité et la flexibilité du travail dans l'entreprise contre l'individualité Aux anciennes contraintes viennent s'en ajouter de nouvelles qui sont liés aux nouvelles exigences de la production : le " juste à temps ", le " zéro stock "... Le travail s'intensifie, les pauses, les temps morts sont traqués. La pression de l'urgence est constante sur les salariés.

Des caissières des grands magasins, pourtant employées à temps partiel alors que la plupart souhaiteraient travailler à temps plein, doivent partir tôt de chez elles le matin et rentrer tard le soir. C'est toute l'activité personnelle, familiale, sociale de millions d'êtres humains qui est maintenant subordonnée aux exigences des entreprises.

Le patronat, avec cynisme, utilise la misère, la déstructuration du vécu de ceux qui sont au chômage pour imposer sa discipline à ceux qui ont un emploi : " si vous n'êtes pas content, il y a mille personnes qui attendent à la porte ! "

Pourtant le surtravail dans les entreprises est la cause du chômage. C'est bien parce que des millions de salariés travaillent trop longtemps, trop intensément, que des millions d'autres sont privés d'emploi.

La souffrance au travail s'intensifie

La souffrance physique au travail en est le résultat. Les salariés frappés par une maladie professionnelle sont en constante augmentation malgré la scandaleuse sous-estimation du caractère professionnel de nombreuses maladies (cancers en particulier). On assiste ainsi à une véritable explosion des TMS (troubles musculo-squelettiques) que les Anglo-Saxons qualifient plus exactement de " lésions dues à des tâches répétitives effectuées sous forte contrainte de temps ". Cette explosion frappe tous les secteurs, des équipementiers d'automobile au personnel de saisie informatique des banques ou des assurances en passant par les caissières de grands magasins.

La souffrance psychique a une double origine, la peur et la perte de repères collectifs.

C'est d'abord la peur de perdre son emploi et d'aller rejoindre l'armée des chômeurs (souvent de longue durée) qui hante le salarié. C'est aussi la peur de ne pas tenir. Peur de ne pas tenir la cadence, peur de ne pas atteindre les objectifs, peur de ne pas être à la hauteur dans une situation de changement organisationnel ou technologique. Dans " Souffrance en France " Christophe Dejours a mis en évidence ce non-dit de la souffrance au travail.

La perte de repères collectifs est la deuxième grande source de souffrance psychique dans l'entreprise.

Cette perte de repère a pour origine immédiate les politiques patronales qui tendent à limiter au maximum l'existence de collectifs stables de travail. Les organisations par projet peuvent impliquer la création de collectifs de travail où se nouent des liens solides mais les équipes projets sont dissoutes dès que l'objectif fixé par la direction est atteint. L'individualisation du salaire, la mise en concurrence des salariés les uns avec les autres, les entretiens annuels d'évaluation accentuent encore cette perte de repères collectifs.

D'un côté le capital exige d'eux qu'ils s'impliquent pleinement dans leur travail, en tant qu'être humain utilisant toute leur intelligence et toute leur personnalité. De l'autre, le capital les traite comme de simples marchandises, leur emploi est géré comme une charge qu'il faut avant tout réduire.

La précarité contre l'individualité

Dans les grandes entreprises, autour du " noyau dur " de salariés en CDI (encore que le CDI ne garantisse pas l'emploi à vie...) apparaissent deux couronnes : une première constituée de contrats de travail à protection atténuée (CDD, stagiaires divers) et une deuxième couronne composée de salariés d'entreprises sous traitantes et de travailleurs " indépendants " liés par un contrat de type commercial.

L'entrée en force de la sous-traitance dans la production va entraîner le développement du travail temporaire quasi systématique dans les PME sous la pression des entreprises donneuses d'ordre. Dans les entreprises sous-traitantes, les recrutements ne se font quasi jamais sur CDI. Seul subsiste un petit noyau de salariés en contrats à durée indéterminée.

Le travail à temps partiel contre l'individualité

Dans la grande distribution, le nettoyage industriel ou l'industrie, le temps partiel est très souvent subi. Il est concentré dans les emplois peu ou pas qualifiés ou ceux dont la qualification n'est pas reconnue. Les salariés à temps partiel bénéficient rarement des mêmes promotions, des mêmes augmentations de salaire, des mêmes formations professionnelles que les salariés à temps complet.

Lorsque le travail à temps partiel est la seule ou la principale source de revenu d'un ménage (souvent monoparental), c'est la porte ouverte à la fragilisation sociale, à la précarité, à la pauvreté. C'est le cas de bien des caissières à temps partiel qui, lorsqu'elles travaillent moins de 20 h, restent en dessous du seuil de pauvreté.

L'uniformisation de la consommation contre la personnalité de chacun

Le tournant néolibéral du début des années 1980 promettait le règne des " individus consommateurs ".

Le slogan " le client est roi " devait devenir réalité Où en sommes-nous aujourd'hui ? Jamais le client n'a été " roi " (sauf une petite minorité de gens aisés) c'est encore plus vrai aujourd'hui. Jamais les " individus consommateurs "

n'ont été autant prisonniers de la publicité, des " marques ", des normes de consommation qui cherchent à formater les consommateurs dès leur plus jeune âge.

Patrick Le Lay, alors PDG de TF1 avait déclaré en juillet 2004 (Les dirigeants face au changement, éditions Huitième jour) : " A la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. Or, pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont vocation de le rendre disponible. C'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible ". Les propos de Le Lay mettaient au grand jour la réalité : le client, ce n'est pas celui ou celle qui regarde TF1, mais les annonceurs publicitaires qui achètent des cerveaux " disponibles ". C'est en ce sens, mais en ce sens seulement que " le client est roi ". La production de TF1 ne vise qu'à paralyser la réflexion, à en finir avec l'esprit critique, à abaisser le seuil de tolérance à la vulgarité.

Les grands groupes veulent aller encore plus loin. Ils veulent agir directement sur le cerveau du consommateur. À Atlanta (siège de Coca-Cola), au centre hospitalier universitaire d'Emory, l'institut BrightHouse cherche quelle zone du " cortex préfrontal médian " pourrait être stimulée pour faire acheter une marque plutôt qu'une autre. Cela ne marche pas, heureusement, car le cerveau est beaucoup plus complexe que ne le voudraient ces apprentis-sorciers mais c'est une vue éclairante sur ce que les multinationales entendent par " libre choix " du consommateur et sur les méthodes qu'elles emploient pour faciliter ce libre choix.

Vive la privatisation ?

Les privatisations, la concurrence accrue devaient amener plus de liberté, plus de choix pour le consommateur. La droite, comme malheureusement la plupart des dirigeants socialistes, a utilisé ces arguments pour tenter de faire accepter la privatisation de très nombreux services publics. Quel est le résultat ?

Le 12 est le symbole de la gabegie de ces privatisations. Maintenant pour connaître un numéro de téléphone, il ne suffit plus de faire le 12 (un numéro que tout le monde connaissait par coeur) mais le 118 et quelque chose. La gabegie de la privatisation de France-Télécom ne s'arrête bien sûr pas là. Mais la suppression du 12 condense l'absurdité du processus puisque des millions d'euros de publicité ont été dépensés pour tenter de faire mémoriser un 118 plutôt qu'un autre.

Pour autant, chacun est-il libre de choisir, en toute connaissance de cause (comme le veut la théorie libérale), l'offre la plus adaptée à ses besoins ? La condamnation des trois principaux opérateurs pour entente illicite jette déjà un doute sur la liberté laissée au consommateur. Mais surtout, quelle liberté de choix a le consommateur quand les contrats changent sans cesse et qu'il est totalement impossible de comparer les différents contrats des différents fournisseurs à moins d'y consacrer 24 heures sur 24 ?

Pour le libéralisme, les individus ne sont que des numéros...

La privatisation des banques nationalisées a amené une concurrence accrue dans ce secteur. Mais quel client (s'il n'est pas " haut-de-gamme ") en retire un quelconque bénéfice ? Il y a 20 ans, les commissions bancaires représentaient moins de 5 % des résultats d'une banque. Aujourd'hui, elles en représentent plus de 30 % et les banques françaises espèrent atteindre 50 % comme les banques américaines. Aujourd'hui, quand vous entrez dans

une agence bancaire vous vous demandez si vous n'allez pas être " tarifé " à chaque fois que vous respirez. Les prestations ont-elles, pour autant, été améliorées ? Non, au contraire, vous vous heurtez à ce que les banques elles-mêmes appellent les " murs d'argent ", ces ensembles d'automates qui interdisent tout contact humain avec un agent de votre banque. Les produits sont de moins en moins vendus en fonction des besoins du client et de plus en fonction d'objectifs de rentabilité propres à la banque. Des produits à risque (tels les titres reposant sur les " subprime " américaines) sont discrètement glissés dans des SICAV présentées comme ne comportant pas le moindre risque. Mais, alors, pourquoi ne pas changer de banque ? Tout simplement parce qu'elles ont toutes les mêmes pratiques : envol des commissions, " murs d'argent ", diminution drastique du nombre de personnes aux guichets, utilisations de procédures industrielles où le client n'est plus qu'un numéro... Les exemples pourraient être multipliés aussi bien sur les produits (de la construction immobilière aux fonds de pension " à la française " en passant par les contrats d'assurance) que sur les services après-vente.

Le tournant du milieu des années 1970

Cela fait des dizaines d'années que la production façonne la consommation pour vendre ce qu'elle estime profitable de produire. Mais depuis le milieu des années 1975, le phénomène s'est accéléré pour une raison simple : les structures de la consommation ont changé et correspondent de moins en moins à ce qu'il est profitable de produire. Durant les années 1945-1975, les deux éléments coïncidaient : la demande était centrée sur l'automobile et l'électroménager. Ces deux secteurs correspondaient parfaitement, également, aux désirs des capitalistes : la productivité pouvait croître rapidement et permettait à la fois des hausses constantes des profits mais aussi des salaires (et donc de la demande). Ce n'est plus le cas aujourd'hui : la demande est de plus en plus tournée vers l'éducation, la santé, la culture. Des secteurs où les gains de productivité sont beaucoup plus difficiles à réaliser. Alors que le taux de croissance de la productivité était dans les années 1945-1975 de l'ordre de 4 %, il n'est plus que de l'ordre de 2 % depuis la fin des années 1970.

La réponse des capitalistes à cette contradiction a été triple. Plutôt ne pas produire que produire ce qui n'est pas rentable, tout d'abord, même si cela répond à un besoin essentiel (médicaments contre le SIDA pour les pays du Sud par exemple). Inciter par le matraquage publicitaire, ensuite, à consommer ce qui est rentable (téléphones portables dont les fonctions s'additionnent chaque jour, informatique...). Répondre, enfin, aux besoins de santé, d'éducation, de culture de ceux qui peuvent payer en visant à supprimer toute forme de solidarité.

Le blocage catastrophique des salaires, la confiscation par les profits de 10 % de la richesse créée annuellement aux dépens des salaires (environ 150 milliards d'euros) est la conséquence de ce choix. Cela n'a pas empêché que Sarkozy, profitant des faiblesses de la candidate socialiste sur ce point décisif, se soit présenté comme le " président du pouvoir d'achat " ?

La réponse des socialistes à une telle négation de l'individualité de chacun d'entre nous, doit être double.

D'abord, l'augmentation des salaires. L'augmentation du salaire direct : le Smic à 1500 euros bruts, en euros constants 2008, une conférence salariale, l'obligation pour les conventions collectives de n'accepter aucun salaire mensuel inférieur au Smic. L'augmentation du salaire indirect, des cotisations sociales patronales pour équilibrer les comptes de la Sécurité sociale.

Ensuite, la démocratie. Il n'est pas possible de soumettre à la " main invisible " du marché, c'est-à-dire aux intérêts des actionnaires : la santé, les retraites, l'éducation, la culture, les télécommunications, la télévision, le transport ferroviaire, les banques de dépôt. Ces biens doivent redevenir des biens publics : leur gestion être assurée par la " main visible " de la démocratie.

La dégénérescence bonapartiste des Etats soumis au libéralisme

La dégénérescence bonapartiste n'est pas une victoire de l'individualisme mais de l'élitisme.

Les monarchies de " droit divin ", entravées par l'absorption de la sphère publique dans le domaine privé du roi, ont été renversées par la constitution de républiques ou bien se sont peu à peu éteintes, étouffées par le développement de la sphère publique. Mais le principe monarchique n'avait pas dit son dernier mot, les Etats actuels connaissent une dérive bonapartiste qui en fait des monarchies constitutionnelles plus ou moins laïcisées et où la séparation entre sphère publique et sphère privée tend à être remise en cause. La providence ne repose plus en un dieu mais en un bonaparte. L'élitisme libéral engendre en permanence le mythe du sauveur providentiel. Le libéralisme appelle le bonapartisme. La déformation bonapartiste de l'Etat est utile à la droite, elle lui permet souvent de renverser le rapport de forces électoral : démobiliser la gauche et obtenir une majorité inespérée. Il appartient aux médias de fabriquer le candidat providentiel. Les élections sont alors transformées en plébiscite car le débat politique, toujours favorable à la gauche, disparaît.

La droite sait alors utiliser sa majorité pour accélérer le démantèlement des acquis sociaux. Certaines directions syndicales prennent cette menace comme alibi pour signer des accords scélérats comme celui sur la " modernisation du travail ". Mais, lorsque la gauche est majoritaire au parlement, le patronat demande que la politique soit définie par la concertation des adversaires sociaux. En effet, il a intérêt à rétrécir le domaine de la loi du suffrage universel en faveur de celui du contrat : la république s'étiole et le respect des droits sociaux est subordonné à son bon vouloir. Le pouvoir du peuple recule devant le veto du patronat. Si la sphère publique régresse, c'est la démocratie qui régresse. Le libéralisme identifie la liberté à l'absence d'obstacle devant l'exercice de la volonté. Il tolère donc des rapports inégalitaires dans la mesure où ils n'empêchent pas cet exercice. Mais la démocratie n'est pas compatible avec des rapports inégalitaires, elle exige l'égalité des droits : l'Etat peut toujours reconnaître des droits mais, pour qu'ils soient respectés, il doit attribuer les moyens nécessaires à l'accession aux services publics. Selon la démocratie, les droits découlent de la loi.

Les grands médias apportent au candidat providentiel beaucoup de cerveaux humains disponibles.

L'oligarchie financière, Bouygues et Lagardère, qui dirige les grands médias, dispose des moyens de distraire l'attention des téléspectateurs pour les éloigner du débat politique et pouvoir faire disparaître celui-ci. L'offre massive de divertissement, " des jeux et du cirque ", fait obstacle au débat politique : le candidat ou le responsable politique qui veut tenir une argumentation construite, s'adresse à des auditeurs qui, divertis, ne sont pas réceptifs. Le candidat providentiel n'argumente pas. L'argument doit être remplacé par la petite phrase, celle qui peut faire un flash au journal télévisé.

L'élection présidentielle, donc un scrutin uninominal, est une pièce maîtresse du dispositif. La désignation de Ségolène Royal comme candidate socialiste par des primaires internes au PS fut préparée par une campagne des grands médias. Ils la firent connaître, la présentèrent comme porteuse du renouveau pour en faire la mieux placée pour battre Sarkozy. Ils enterrèrent les autres prétendants jusqu'au moment où purent sortir des sondages où elle était créditée de 53 % contre 47 %, alors que les autres prétendants étaient annoncés battus. Ce crédit fut l'argument incontournable qui assura la désignation de Ségolène Royal.

Par la suite, les médias inversèrent leur campagne, parce que le candidat providentiel promu par les médias devenait Sarkozy. Ils mirent alors l'accent sur les maladroites et les incohérences de la candidate : les sondages se dégradèrent et se fixèrent à 47 / 53 ce que le résultat confirma.

Les scrutins uninominaux sont précieux pour fournir à l'élitisme, que cultive le libéralisme et que couronne le bonapartisme, un candidat providentiel. Mais, malgré le battage des médias et la mobilisation des grands appareils politiques, l'élitisme libéral et bonapartiste est bien faible dès que le débat politique est incontournable.

Le 29 Mai fut la victoire de la démocratie contre les médias et les appareils

La campagne du référendum sur le " traité constitutionnel européen " fut, en 2005, la preuve que la défense des droits sociaux individuels, dont le démantèlement était prévu comme inéluctable par le TCE, pouvait l'emporter contre la promotion du libéralisme. C'est que dans cette campagne de 2005, le libéralisme était privé de l'aide du bonapartisme. L'élitisme n'avait pas tous ses atouts.

Alors que le TCE était promis à être ratifié par 70 % des sondés 6 mois auparavant, la campagne publique permit de remonter ce handicap et le " non " l'emportait finalement avec 55 % des voix. Pourtant le texte était particulièrement long et compliqué. Il y eut un profond débat politique public. Son intensité ne put être surmontée par les émissions de divertissement. Le débat prit des canaux originaux, internet fut massivement utilisé.

La comparaison avec le débat préalable, interne au PS, est éclairante. Ce débat interne n'était qu'une première approche, déjà il avait permis que le score interne du " oui " ne soit pas 70 % mais descende à 58 %. Mais le débat n'était pas allé jusqu'au bout parce que la place de premier secrétaire de François Hollande se jouait aussi à cette occasion. Des facteurs d'équilibre interne limitaient le débat.

Lors de la campagne publique, à partir de décembre 2004, les facteurs personnels (le discrédit de Chirac) jouaient plutôt en faveur du " non ". Et surtout, après 6 mois de débat, le 29 Mai fut une consultation et non une élection. Le bonapartisme n'était plus une arme aux mains des médias. Chacun pouvait se prononcer individuellement et non par allégeance envers un bonaparte.

La solidarité se construit sur le respect des individus

La solidarité est une construction sociale volontaire, subjective. Elle n'est pas dictée par un mécanisme biologique. Sa nécessité est ressentie grâce à l'éducation et à l'expérience que chacun tire de la vie en société. C'est un choix politique qui, pour s'imposer, doit surmonter la pression de la guerre de tous contre tous véhiculée par l'élitisme et qui doit dépasser le refuge au sein d'une seule communauté culturelle ou nationale, qui peut être un refuge provisoire mais peut devenir un ghetto. C'est un choix politique qui, au même titre que l'ind s'oppose frontalement au libéralisme et au bonapartisme, mais aussi au communautarisme et au nationalisme.

La démocratie conjugue la solidarité avec les droits individuels Elle repose sur le respect des droits. Ceux qui se sentent respectés, dont l'individualité est respectée, peuvent respecter l'individualité des autres et peuvent s'inscrire dans la solidarité. Il appartient à la république de garantir l'accès à des droits universels et égaux : c'est ce que permet la sphère publique, séparée de la sphère privée.

Les services publics outils de l'épanouissement individuels de tous En garantissant l'égalité des droits individuels, les services publics permettent d'éliminer les différentes formes de domination, d'inégalité. Toutefois, pour correctement remplir leurs missions de démocratie, les services publics doivent aussi être démocratiques dans leur forme, sinon l'élitisme peut s'emparer de leurs directions comme il peut s'emparer du gouvernement de la république et conduire

celle-ci et les services publics à se détourner de leur mission.

C'est ce que propose la brochure de Christian Morrison éditée en 1996 par l'OCDE : dégrader le service public, mais de façon atomisée pour éviter une riposte coordonnée de leurs salariés et de leurs usagers, afin d'asseoir la dénonciation de son caractère public et de préparer sa " libéralisation " puis sa privatisation.

A cette politique hypocrite, nous devons opposer la démocratie et, sur le modèle des " sociétés coopératives ouvrières de production ", l'élection des directions par les salariés du service public, au lieu de leur désignation par le ministère de tutelle, pour que le contrôle salarial, du mandat donné par les électeurs, permette le respect de la mission de service public.

JJC & PR